

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 22/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BMI - MONIER**

29 Rue du Huit Mai  
16270 Terres-De-Haute-Charente

Références : 2026 065 UbD 16-86 Env  
Code AIOT : 0007201508

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement BMI - MONIER implanté 29 Rue du Huit Mai 16270 Terres-de-Haute-Charente. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée à la suite de la visite du préfet. Elle a permis de faire le point sur la gestion des constats relevés lors de la précédente inspection de novembre 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BMI - MONIER
- 29 Rue du Huit Mai 16270 Terres-de-Haute-Charente
- Code AIOT : 0007201508
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine BMI de Terre-de-Haute-Charente fabrique des tuiles en terre cuite et des accessoires de tuiles en terre cuite.

L'usine est principalement composée de 4 lignes de façonnage, 4 séchoirs, 2 fours et 2 lignes d'emballage.

Un APC a été pris le 5 janvier 2026 pour renforcer les prescriptions du site en matière de risque accidentel (incendie, confinement et risque NH<sub>3</sub>) et chronique (analyses d'eau et de sédiments au niveau du Son, niveau de débit de rejets pour les émissaires canalisés atmosphériques).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/06/2013, articles 2 et 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Rejets liquides	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, articles 3.3.8.1 et 3.3.8.2	Demande d'action corrective	2 mois
5	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 5.2	Demande d'action corrective	3 mois
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 6.1.3	Demande d'action corrective	11 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conformité des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 2.2.1	Sans objet
4	Gestion et limitation de la production de déchets	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 4.1.11	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de faire le point sur les sujets évoqués lors de la dernière inspection de novembre 2025. Les constats ayant fait l'objet d'un avancement suffisant font l'objet de demandes dans le présent rapport.

Les constats de novembre 2025 n'ayant pas avancé significativement ne sont pas consignés dans le présent rapport. Les demandes d'actions correctives formulées dans le rapport suite à l'inspection de novembre perdurent et, de ce fait, l'exploitant doit rendre compte régulièrement.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/06/2013, articles 2 et 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> se reporter aux articles 2 et 3 de l'arrêté du 03/06/2013  <i>Demande à la suite de la VI de novembre 2025 :</i>  Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de transmettre le rapport des mesures des rejets atmosphériques - effectuées en octobre 2025 - pour les 3 conduits réglementés. Dans le cas où des non-respects de VLE sont observés, l'exploitant propose un programme d'actions correctives pour y remédier.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 17/12/2025, l'exploitant a transmis le rapport des rejets atmosphériques établi par la société IRH à l'issue de campagne de mesure effectuée en octobre 2025.  Les mesures ont été réalisées au niveau des conduits réglementés : L3 (Loubert 3) et L245 (Loubert 2-4-5) et Installation de broyage.  L'examen du rapport conduit à formuler les observations suivantes : a) pour le conduit L245 (analyse semestrielle) : - aucune information n'a été donnée sur la capacité nominale du process au moment des mesures, ce qui ne permet pas de conclure à la représentativité des résultats ; - les caractéristiques de la section de mesure du point de rejet ne sont pas conformes pour ce qui concerne le nombre d'axes de mesure disponible et les trappes normalisées. Toutefois, IRH a indiqué par courrier du 15/12/2025 que ces écarts à la norme « n'ont que très peu d'impact sur les résultats de mesure » ; - la concentration en HF particulaire + gazeux dépasse la VLE de 5 mg/Nm <sup>3</sup> (mesure à 5,95 mg/Nm <sup>3</sup> ).  b) pour le conduit L3 (analyse semestrielle) : - aucune information n'a été donnée sur la capacité nominale du process au moment des mesures, ce qui ne permet pas de conclure à la représentativité des résultats ; - les caractéristiques de la section de mesure du point de rejet ne sont pas conformes pour ce qui concerne le nombre d'axes de mesure disponible et les trappes normalisées. Toutefois, IRH a indiqué par courrier du 15/12/2025 que ces écarts à la norme « n'ont que très peu d'impact sur les résultats de mesure » ; - la concentration en HF particulaire + gazeux dépassent les VLE de 5 mg/Nm <sup>3</sup> (mesure à 12,4 mg/Nm <sup>3</sup> ).  c) pour le conduit de broyage de la terre avant cuisson (analyse tous les 3 ans) : - aucune information n'a été donnée sur la capacité nominale du process au moment des mesures, ce qui ne permet pas de conclure à la représentativité des résultats ; - la concentration en poussières et le flux émis sont conformes aux VLE.  Lors de la visite des installations, l'exploitant a précisé que l'origine des dépassements en HF provenait d'un manque d'optimisation du système « d'écorçage » et du fonctionnement des épurateurs.

Dès lors, des modifications de paramètres de fonctionnement et des réglages associés aux épurateurs ont été réalisées. Celles-ci devraient permettre de limiter les émissions en HF (les modifications ont porté sur l'augmentation du cycle « d'écorçage » afin de favoriser la fixation du fluor sur le calcaire pour réduire, in fine, les teneurs en HF dans les gaz émis à l'atmosphère).

Pour confirmer l'efficacité de ces nouveaux réglages, l'exploitant a prévu de réaliser une campagne de mesure de la qualité des rejets atmosphériques les 18 et 19 janvier dernier.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant, sous 15 jours, de :**

**- justifier que les mesures réalisées en octobre 2025, ainsi que celles réalisées en janvier 2026, ont bien été réalisées dans des conditions de fonctionnement représentatives des installations (fonctionnement nominal des fours de cuissons) ;**

**- s'assurer que, dans les prochains rapports de mesure de la qualité des rejets atmosphériques, les conditions de fonctionnement des installations raccordées aux émissaires atmosphériques sont consignées (capacité de production nominale au moment des mesures) ;**

**- transmettre le rapport suite aux mesures des rejets atmosphériques réalisées les 18 et 19 janvier 2026 ;**

**- détailler les paramètres process à surveiller et à modifier périodiquement pour garantir une maîtrise des émissions en poussières et HF dans les rejets atmosphériques (et éviter tout dépassement de VLE comme cela a été régulièrement observé ces dernières années pour ces deux paramètres). L'exploitant précisera l'organisation qu'il compte mettre en œuvre pour procéder à la surveillance périodique des paramètres critiques d'exploitation dans le but de garantir la conformité en toutes circonstances des rejets atmosphériques du site.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 2 : Conformité des points de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 2.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, conformité

**Prescription contrôlée :** se reporter à l'article 2.2.1 de l'arrêté du 16/04/2010

*Demande à la suite de la VI de novembre 2025*

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de justifier que les anomalies affectant les conduits 1 et 2 n'ont pas d'impact sur la représentativité des mesures atmosphériques réalisées périodiquement en sortie de ces émissaires. Si tel est le cas, l'exploitant met en place les actions correctives idoines pour y remédier et le justifie auprès de l'inspection.

**Constats :**

<p>Par courrier du 15/12/2025, IRH a écrit à BMI en indiquant que « les points de mesures de vos installations, rejets four 3, four 245 et rejets préparation terre, ne respectent pas les exigences de la norme NF EN 15259, notamment au regard de l'absence de trappes normalisées et un recul insuffisant (rejets des fours). Ces absences n'ont que très peu d'impact sur les résultats des mesures [...] La mesure en 1 point peut être considérée comme représentative du rejet à l'atmosphère ».</p> <p>Les éléments supra permettent de considérer que le constat précédent est soldé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Rejets liquides

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, articles 3.3.8.1 et 3.3.8.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> se reporter aux articles 3.3.8.1 et 3.3.8.2 de l'arrêté du 16/04/2010</p> <p><i>Constat lors de la VI de novembre 2025</i></p> <p>Depuis la dernière inspection, l'exploitant a fait intervenir la société Aquaprox pour étudier le phénomène et définir la mise en place d'actions correctives pour réduire les émissions, notamment en Aox, Mn et fluorures, au point de rejet principal du site.</p> <p>Une rencontre avec ce prestataire doit intervenir au courant du mois de novembre 2025 pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- étudier les résultats des essais semi-industriels en cours au niveau de la station physico-chimique de traitement des effluents d'engobage ;</li> <li>- définir les dispositions techniques complémentaires (renforcement du système de filtration et d'épuration existant....) à déployer pour réduire les teneurs et les flux en Aox, Mn et fluorures.</li> </ul> <p>Lors de l'inspection, les résultats des analyses trimestrielles au niveau du point de rejet principal du site ont été consultés (voir rapport d'inspection).</p> <p>Il est relevé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur le paramètre AOX, les résultats sont conformes aux trimestres 2 et 3 de 2025 ;</li> <li>- sur le paramètre Mn, les résultats des trimestres 2 et 3 de 2025 ne respectent pas la VLE de 1 mg/L (respectivement T2 = 2,15 mg/L et T3 = 1,08 mg/L) ;</li> <li>- sur les deux derniers trimestres, les flux pour l'ensemble des polluants sont respectés ;</li> <li>- sur le paramètre fluorures, le résultat du trimestre 3 de 2025 (0,8 mg/L) ne respecte pas la VLE de 0,7 mg/L.</li> </ul> <p>L'exploitant a précisé que des actions correctives pour réduire les émissions régulièrement vues non-conformes en MES, AOX et Mn seront mises en place au courant du 1er semestre 2026.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sous deux mois, de préciser les dispositions à mettre en place pour retrouver des niveaux d'émissions conformes et pérenne au point de rejet principal en Aox, Mn et fluorures (pour ce dernier paramètre, des fluctuations sont observées) ;</li> <li>- sous six mois, de mettre en place les dispositions définies et de procéder à une analyse pour observer l'efficacité et le retour à la conformité de la qualité des rejets au milieu naturel.</li> </ul>

**Constats :**

Réponse BMI du 17/12/2025 : Nous sommes dans l'attente d'une réponse de la société Aquaprox, mentionnant la technologie à mettre en place ainsi que les délais d'installation et de mise en service. Certaines modifications ne pourront se faire que lors de nos opérations d'été (fermeture de l'usine, arrêt de l'installation).

Lors de l'inspection du 22/01/2026, l'exploitant a présenté les résultats des analyses des eaux rejetés pour le dernier trimestre 4 de 2025 ; tous les paramètres sont conformes à l'exception :

- de l'Aox : 31,8 g/j pour une limite fixée à 25 g/j (la concentration est conforme 92 µg/l pour une limite fixée à 100 µg/l) ;
- du Mn : 0,3 kg/j pour une limite fixée à 0,25 kg/j (la concentration est conforme 0,926 mg/l pour une limite fixée à 1 mg/l).

Des non-conformités demeurent sur les rejets liquides du site sur les paramètres supra.

L'exploitant a précisé avoir mis en place un système de filtration par le lait de chaud en aval du traitement floculant / coagulant. Ce dispositif permet de retenir davantage les éléments fluorés (fluorures) que le Mn.

Pour poursuivre l'épuration de ses rejets, il est envisagé de :

- renvoyer les effluents épurés en recirculation en amont du traitement pour être épurés une seconde fois pour réduire les teneurs en Mn ;
- compléter le dispositif de filtration des effluents par une filtration au sel.

Ces pistes sont à l'étude et l'exploitant doit rencontrer prochainement un prestataire pour étudier plus finement ces techniques additionnelles d'épuration.

L'inspection réitère donc la demande faite en novembre 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :****Il est demandé à l'exploitant :**

- sous deux mois, de poursuivre la mise en œuvre des actions pour retrouver des niveaux d'émissions en Aox et Mn conformes et pérennes au point de rejet principal ;
- sous deux mois, de confirmer que la technique avec le lait de chaud permet d'abattre et de réduire, de façon pérenne, les concentrations en fluorures à des niveaux conformes ;
- sous six mois, de mettre en place les dispositions définies et de procéder à une analyse pour observer l'efficacité et le retour à la conformité de la qualité des rejets au milieu naturel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Gestion et limitation de la production de déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 4.1.11

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b> se reporter à l'article 4.1.1.1 de l'arrêté du 16/04/2010</p> <p><i>Demande à la suite de la VI de novembre 2025</i></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous 15 jours de</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- délimiter l'extrémité de la zone Ouest du site</li> <li>- de maintenir l'interdiction effective de tout nouveau déversement de déchets sur le massif présent</li> <li>- d'interdire de façon pérenne tout apport de déchets dans ce secteur Ouest du site</li> </ul> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de mener une étude géotechnique de stabilité de ce massif de déchets ; selon les conclusions du rapport, l'exploitant propose les mesures à prendre pour anticiper et prévenir tout risque d'affaissement (mesures de suivi géotechniques) ;</li> <li>- de proposer et déployer les actions nécessaires à la préservation du boisement présent au pied du massif de déchets.</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>Réponse BMI du 17/12/2025 : L'accès au massif de déchets est interdit depuis le 15 juillet 2025 Une consultation est en cours concernant le chiffrage d'une étude géotechnique de stabilité.</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été confirmé la nécessité de réaliser une étude géotechnique pour justifier de la stabilité du massif et, le cas échéant, de prendre des mesures de renforcement pour attester de sa stabilité. Ces éléments seront transmis, par ailleurs, à l'inspection dans le cadre de la demande formulée en novembre 2025.</p> <p>Lors de la visite des installations (cf. photos infra), il a été constaté la mise en place d'une chaînette avec un affichage interdisant l'apport de déchets au niveau des massifs. De plus, de petits massifs en tuiles cassées ont été mis en place pour délimiter physiquement l'interdiction de déposer des déchets au niveau dudit massif.</p> <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;">   </div> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite (pour ce qui concerne l'interdiction d'apport de nouveaux déchets)</p>

#### N° 5 : Niveaux acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> se reporter à l'article 5.2 de l'arrêté du 16/04/2010



<p><i>Demande à la suite de la VI de novembre 2025</i></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de réaliser une nouvelle mesure acoustique au point 9 de la ZER en période nocturne afin de confirmer l'efficacité des actions mises en œuvre pour réduire les niveaux sonores dans le secteur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Réponse BMI du 17/12/2025 : Un devis a été demandé à la société Bureau Veritas, nous sommes en attente d'un retour et d'un délai. Les mesures de bruit devant se faire sous certaines conditions climatiques pour être conformes.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant précise que la campagne de mesure acoustique est prévue au courant du 1<sup>er</sup> trimestre 2026.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de transmettre le rapport de la campagne acoustique réalisée au 1<sup>er</sup> trimestre 2026.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 6 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 6.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> se reporter à l'article 6.1.3 de l'arrêté du 16/04/2010</p> <p><i>Demande à la suite de la VI de novembre 2025</i></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- justifier que les non-conformités récurrentes devant être corrigées d'ici fin 2025 l'ont bien été ;</li> <li>- mettre à jour le DRPCE du site et le transmettre à l'organisme de contrôle des installations électriques préalablement au contrôle ;</li> <li>- mettre en œuvre, le cas échéant, pour les matériels électriques et non électriques, les recommandations en matière d'adéquation matériels/zonage ATEX retenues dans le DRPCE ;</li> <li>- mettre en place les affichages « Ex » au niveau des zones retenues comme étant ATEX dans le DRPCE ;</li> <li>- justifier que les provisions financières pour solder les non-conformités électriques prévues en 2026 ont bien été intégrées au budget de fonctionnement du site pour 2026.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant les réponses aux demandes en lien avec la thématique ATEX, l'exploitant a précisé que celle-ci sera intégrée à l'étude de dangers à transmettre. Ce point est traité par ailleurs pour répondre à la demande de novembre 2025.</p>

Concernant les installations électriques, L'exploitant a transmis également un plan d'actions « Q18 » concernant l'état des lieux des NC (non-conformités) électriques demeurant sur site au 17/12/2025. Selon les informations transmises, seules 9 non-conformités électriques sont encore à corriger dont :

- 7 avant la fin de l'année 2025 ;

- 1 à Loubert 2-4-5 concernant « (2010) - La protection du neutre doit être assurée dans les installations fonctionnant à neutre impédant (schéma IT) Amélioration proposée : Remplacer les disjoncteurs PH+N par des disjoncteurs bipolaires 2 pôles protégés ou les raccorder en aval de disjoncteurs assurant cette protection (tableaux et coffrets usine) Une grande partie des armoires électriques est concernée » sera corrigée au cours du 2<sup>nd</sup> semestre 2026 ;

- 1 à Loubert 3 concernant « (2010) - La protection du neutre doit être assurée dans les installations fonctionnant à neutre impédant (schéma IT) Amélioration proposée : Remplacer les disjoncteurs PH+N par des disjoncteurs bipolaires 2 pôles protégés ou les raccorder en aval de disjoncteurs assurant cette protection de calibre adapté aux sections de câbles (tableaux et coffrets usine) » sera corrigée au S1 2026.

Au jour de l'inspection a présenté un fichier traçant la levée des non-conformités électriques dont la résorption était prévue en 2025.

Pour les NC prévues en 2026, l'exploitant s'est engagé à les lever suivant le calendrier affiché ci-dessus.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant, d'ici la fin de l'année 2026, de justifier de la levée de l'ensemble des non-conformités électriques qui auraient été diagnostiquées avant 2026.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 11 mois